

Questionnaire pour la société civile par la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme Mary Lawlor, août 2020

La Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M. Mary Lawlor invite à la société civile à répondre au questionnaire ci-dessous. Les contributions reçues contribueront au rapport thématique de la Rapporteuse spéciale sur la problématique des assassinats des défenseurs et défenseuses des droits humains, qui sera présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en mars 2021.

Le questionnaire et la note conceptuelle lié sont disponibles sur le site web du HCDH en anglais (langue originale) ainsi qu'en français, espagnol, russe et arabe (traductions non officielles): <https://www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/Pages/SRHRDefendersIndex.aspx>

Toutes les contributions reçues en format Word accessible seront publiées sur le site web susmentionné, à moins que l'auteur de la contribution n'ait clairement indiqué qu'il ne souhaitait pas que sa contribution soit rendue publique lorsqu'il a soumis sa réponse

Il y a une limite de 2500 mots par questionnaire. Veuillez envoyer le questionnaire rempli à defenders@ohchr.org, au plus tard le **5 octobre 2020**

Coordonnées

Veuillez fournir vos coordonnées au cas où nous avons besoin de vous contacter dans le cadre de cette enquête. Veuillez noter que cette démarche est facultative.

Type de partie prenante (veuillez en choisir une)	<input checked="" type="checkbox"/> Organisation/groupe de la société civile <input type="checkbox"/> Défenseur ou défenseuse individuel/le des droits humains <input type="checkbox"/> Institution académique/de formation ou de recherche <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser) :
Nom de l'organisation du (le cas échéant) Nom du répondant	L'Institut pour la Justice et la Démocratie en Haïti (IJDH) et le <i>Bureau des Avocats Internationaux</i> (BAI) (en tant qu'organisations-sœurs aux États-Unis et en Haïti) Alexandra V. Filippova, avocat sénior de personnel, IJDH
E-mail	Sasha@ijdh.org ; legal@ijdh.org

Téléphone	+1 857-201-0991
Adresse	IJDH : 867 Boylston Street, 5th Floor Boston, MA 02116 BAI : #3, 2ème Impasse Lavaud, Lalue B.P. 19048. Port-au-Prince, Haïti
Pouvons-nous attribuer publiquement les réponses à ce questionnaire à votre organisation?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Commentaires (le cas échéant) :

Questions

Les défenseurs et défenseuses des droits humains sont eux qui, individuellement ou en association avec d'autres, travaillent pacifiquement pour promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales universellement reconnus, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'homme.

1) Avez-vous, l'un de vos collègues ou votre organisation, reçu des menaces et des attaques en ligne/hors ligne entre le 1 janvier 2019 et le 30 juin 2020 ?

Oui, M. Job Gene, un avocat avec le BAI, l'organisation-sœur de l'IJDH en Haïti, a été le sujet d'une tentative d'assassinat et d'une menace de mort subséquente cette année.

2) Si oui, pouvez-vous donner des détails et, dans le cas de Facebook, fournir de préférence une capture d'écran avec l'URL ?

Le soir du 19 janvier 2020 ou aux petites heures du matin du 20 janvier, un nombre d'individus anonymes fortement armés ont encerclé la maison de M. Gene et ont tiré vers et sur la résidence. Ces individus ont aussi cassé des fenêtres et ont tenté à casser les barreaux en fer sur les fenêtres dans une tentative apparente à entrer chez M. Gene. Heureusement, M. Gene n'était pas physiquement blessé. Un rapport officiel a immédiatement été logé et la Justice de la Paix a fait une visite sur place le lendemain (nous incluons une copie du rapport comme Pièce jointe N° 1). Le rapport officiel de la visite sur place a trouvé des dommages sur la porte et les barreaux en fer forgé, et de plus une cartouche sous un des fenêtres. Malgré avoir notifié la police, seulement quelques jours après, le 27 janvier, M. Gene a trouvé une menace anonyme devant sa maison, qui lui a averti que s'il persistait sur son travail, il chercherait du mal.

M. Gene est un avocat sénior au BAI, dont la mission est de défendre les droits des plus vulnérables Haïtiens, travaille en ce moment dans la petite ville régionale de Mirebalais dans le département Central d'Haïti, plus ou moins 60 km de la capitale. Comme les autres avocats

du BAI, M. Gene offre l'assistance légale aux victimes des violations des droits humains et constitutionnels. Au cours des 18-24 derniers mois, ces clients incluent de plus en plus de victimes de la répression politique de l'administration actuelle. Autour de son attaque, parmi ses autres cas sensitifs, M. Gene a représenté la veuve du journaliste Néhémie Joseph en quête de la justice pour la mort de son mari, qui a été assassiné après avoir reçu des menaces de mort lié à son reportage sur les manifestations qui demandaient la démission de Président Moïse.¹ M. Joseph était parmi au moins six journalistes attaqués entre juin et octobre 2019.² Le BAI croit que – et toute l'évidence indique que – M. Gene a été menacé à cause de son travail en tant que défenseur de droits humains. Par exemple, l'attaque du 19 janvier s'est passé le lendemain d'un rapport sur Radio Mega que deux personnes ont été arrêtées en relation avec le meurtre de M. Joseph et qu'un des suspects a prétendument avoué qu'il a été recruté par un sénateur.³ IJDH, le BAI, et M. Gene croient que la menace sur sa vie reste sérieuse. Comme adressé dans la prochaine réponse, la menace reflète l'atmosphère d'insécurité et de violence croissante, marquée par des menaces et attaques sur des journalistes, défenseurs des droits humains, activistes, et citoyens qui expriment en public les opinions critiques du gouvernement.

3) L'une de ces menaces/attaques a-t-elle dégénéré en assassinats - pouvez-vous, s'il vous plaît, tracer le chemin tel que vous le voyez ?

Non. Cependant, IJDH et le BAI sont concernés que, étant donné l'insécurité augmentant en Haïti, incluant le reportage particulièrement crédible de la complicité du gouvernement dans la violence contre l'opposition politique et les défenseurs des droits humains, en plus que l'impunité généralisée pour des telles actions, le risque à M. Gene et des autres avocats du BAI rest élevé. Nous incluons ci-dessous des extraits de notre mise au point pour la période du mars au septembre 2020 concernant les événements récents les plus effrayants ; ceux continuent les tendances déjà apparentes dans la période de reportage, qui sont examinées dans nos publications précédentes.⁴

¹ *Radio Panic FM journalist found dead in Haiti following threats*, Comité pour la protection des journalistes (le 11 octobre 2019), <https://cpj.org/2019/10/radio-panic-fm-journalist-found-dead-in-haiti-foll/> (décrivant les menaces reçues par Joseph avant son meurtre); *Néhémie Joseph*, Comité pour la protection des journalistes (mise à jour en août 2020), <https://cpj.org/data/people/nehemie-joseph/>; voyez aussi, e.g., Dánica Coto, *Thousands of protesters in Haiti loot stores, battle police*, The Associated Press (le 11 octobre 2019), <https://apnews.com/article/a3eb42c59a524946a955e65814ccf688>.

² *Haïti - Sécurité : Le journaliste Rospide Pétrion assassiné*, HaitiLibre (le 12 juin 2019), <https://www.HaitiLibre.com/article-27967-haiti-securite-le-journaliste-rospide-petion-assassine.html> (rapportant que l'assassinat du journaliste RSF Rospide Pétrion était lié à l'investigation par sa publication du scandale PetroCaribe impliquant les officiels du gouvernement); Jacqueline Charles, *Haiti at a standstill as street clashes continue over demands for president's ouster*, Miami Herald (le 10 juin 2019), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article231393513.html>; Gesner Jean Marie, Press Release, *ASHAPS consternée par cette cascade de violences contre la presse*, Connection Info News (le 14 juin 2019), <https://connectioninfonews.com/ashaps-consternee-par-cette-cascade-de-violences-contre-la-presse/>; *Journalist Luckson Saint-Vil survives shooting attack in southern Haiti*, Comité pour la protection des journalistes (le 13 août 2019), <https://cpj.org/2019/08/journalist-luckson-saint-vil-survives-shooting-att.php>.

³ *Arrestation de 2 suspects dans l'assassinat du Journaliste Néhémie Joseph*, Radio Télévision Caraïbes (le 18 janvier 2020), <https://www.domtomnews.com/haiti-rd-arrestation-de-2-suspects-dans-l-assassinat-du-journaliste-nehemie-joseph/>.

⁴ *Human Rights and Rule of Law in Haiti: Key Recent Developments* (février 2020), <http://www.ijdh.org/2020/02/projects/human-rights-and-rule-of-law-in-haiti-key-recent-developments/>; *Haiti at a Crossroads: An Analysis of the Drivers Behind Haiti's Political Crisis* (mai 2019), <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2019/05/IJDH-Report-Haiti-at-a-Crossroads-May-2019.pdf>.

- *Monferrier Dorval, chef de la Fédération du Barreau de Port-au-Prince et un juriste respecté sur le sujet du droit constitutionnel, a été assassiné chez lui en août 2020, peu après avoir publiquement critiqué l'utilisation des décrets par l'administration actuelle et ses efforts inconstitutionnels pour organiser des élections.⁵ L'assassinat de M. Dorval n'est qu'un d'un nombre croissant de meurtres au cours de 2020.⁶*
- *Les observateurs de droits humains ont impliqué des policiers et des officiels de l'état dans des nombreux attentats contre des communautés marginalisées en 2020 et rapportent que la violence de gangs est employé en tant qu'outil de répression politique en service du gouvernement actuel.⁷ En juin 2020, le Secrétaire-Général de l'ONU a pris note de la façon par laquelle l'impunité pour les massacres de Bel Air en 2020, de La Saline en 2018 et de Grand Ravine en 2017 « crée un environnement propice à la violence additionnelle. »⁸ Les officiels seniors du gouvernement qui était directement impliqués dans les massacres des trois derniers ans restent en liberté, et quelques-uns gardent leurs rôles officiels dans le gouvernement.⁹*
- *En juin et juillet 2020, la Police Nationale d'Haïti (PNH) a violemment dispersé les personnes rassemblées pacifiquement pour manifester contre la corruption et l'insécurité, déployant du gaz lacrymogène et des balles réelles dans des attaques étatiques ciblés afin de décourager les mouvements sociaux demandant la*

⁵ Jacqueline Charles, *Haitian lawyer, constitutional expert gunned down hours after controversial radio interview*, Miami Herald (le 29 août 2020), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article245352670.html>; Samuel Celiné, *Réactions après l'assassinat de Monferrier Dorval*, AyiboPost (le 3 septembre 2020), <https://ayibopost.com/reactions-apres-lassassinat-de-monferrier-dorval/>; Anne Verdaguer, *Haïti: colère après l'assassinat du bâtonnier du barreau de Port-au-Prince*, RFI (le 2 septembre 2020), <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200902-info-haiti-assassinat-batonnier-barreau-port-prince>.

⁶ Roberson Alphonse, *Métastase des gangs et dessous politiques de leurs carnages...*, Le Nouvelliste (le 29 mai 2020), <https://lenouvelliste.com/article/216762/metastase-des-gangs-et-dessous-politiques-de-leurs-carnages>; Roberson Alphonse, *Un bébé de 8 mois tué par balle à Cité Soleil dans la guerre pour contrôler ce territoire*, Le Nouvelliste (le 13 juillet 2020), <https://lenouvelliste.com/article/218478/un-bebe-de-8-mois-tue-par-balle-a-cite-soleil-dans-la-guerre-pour-controler-ce-territoire>; Roberson Alphonse, *Assassinats spectaculaires et nouveau mode opératoire des ravisseurs*, Le Nouvelliste (le 28 septembre 2020), <https://lenouvelliste.com/article/221408/assassinats-spectaculaires-et-nouveau-mode-operatoire-des-ravisseurs>.

⁷ RNDDH, *Attacks on deprived neighborhoods*, para. 98; RNDDH, *Assassinations, Ambushes, Hostage-taking, Rape, Fires, Raids*, paras. 107, 108, 110; FJKL, *Terreur dans les quartiers populaires / Pont Rouge au cœur d'une stratégie électorale macabre : La Fondasyon Je Klere (FJKL) tire la sonnette d'alarme*, paras. 36, 37, 40, 42, 43 (le 22 juin 2020) https://fjkl.org.ht/images/doc/FJKL_Situation_de_terreur_au_pont_rouge.pdf; Press Release, FJKL, *Violence aveugle en Haïti n'épargnant pas des bébés et des femmes enceintes : La FJKL condamne la banalisation du droit à la vie et l'installation d'une culture d'impunité dans le pays* (le 7 août 2020), <https://www.fjkl.org.ht/note-de-presse/violence-aveugle-en-haiti-n-epargnant-pas-des-bebes-et-des-femmes-enceintes-la-fjkl-condamne-la-banalisation-du-droit-a-la-vie-et-l-installation-d-une-culture-d-impunite-dans-le-pays>; *Statement by Mr. Jacques to the UN Security Council, Le Bureau des Droits Humains en Haïti*, paras. 2-4 (le 19 juin 2020), disponible à <https://bdhhaiti.org/archives/495>.

⁸ U.N. Secretary General, *Report of the Secretary-General on the United Nations Integrated Office in Haiti*, U.N. Doc. S/2020/537, para. 56 (le 15 juin 2020), <https://undocs.org/en/S/2020/537>.

⁹ Snyder Pierre Louis, *Qui sont ces officiels de l'administration de Jovenel Moïse accusés dans les massacres de la Saline?* AyiboPost (le 23 décembre 2019), <https://ayibopost.com/qui-sont-ces-officiels-de-ladministration-de-jovenel-moise-accuses-dans-les-massacres-de-la-saline/>.

comptabilité gouvernementale.¹⁰ En mai 2020 la PNH a déployé du gaz lacrymogène, des canons à eau et ont tiré des balles réelles en réponse à les assemblés civiles manifestant l'administration Moïse.¹¹

- Un militant important à Gonaïves, Ti Tcho, connu pour son opposition à l'administration actuelle, a été tué en juin 2020.¹²
- Tandis que l'investigation de la motivation continue, le 28 août 2020, journaliste de radio Frantz Adrien Bony a été tué après être parti d'une réunion avec ses collègues.¹³
- Le 7 juin 2020, les policiers ont frappé deux journalistes haïtiens dans la tête avec les cartouches de gaz lorsque les journalistes couvraient une manifestation contre la corruption de l'administration.¹⁴
- En avril 2020, les agresseurs inconnus ont attaqué un groupe de journalistes investiguant si l'Office national d'identification violait les protocoles Covid-19, et journaliste George Emmanuel Allen de Radio-Television Caribbean a été battu par la police en train de son reportage.¹⁵

¹⁰ Ricardo Lambert, *L'OPC dénonce auprès du Premier ministre les récents cas de violation des droits humains*, Le Nouvelliste (le 16 juillet 2020), <https://lenouvelliste.com/article/218676/lopc-denonce-aupres-du-premier-ministre-les-recents-cas-de-violation-des-droits-humains>; Communiqué de presse, RNDDH, *Dispersal of a sit-in before the Ministry of Justice and Public Security: The RNDDH condemns the abusive use of force by the agents of the PNH* (le 29 juin 2020), <https://web.rnddh.org/wp-content/uploads/2020/07/4-CP-Dispersal-of-a-sit-in-29Jun20.pdf>; *Haïti-Droits humains : Un sit-in contre les crimes organisés et contre la corruption, violemment dispersé par la police*, AlterPresse (le 29 juin 2020), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25856#.X3H4w2hKiM9>; AFP, *Haiti police break up demo protesting worsening crime*, France24 (le 6 juillet 2020), <https://www.france24.com/en/20200706-haiti-police-break-up-demo-protesting-worsening-crime?ref=tw>; *Haïti-Droits humains : Nouvelle dispersion violente, ce 6 juillet 2020, d'un deuxième rassemblement contre la criminalité, l'impunité et la corruption*, AlterPresse (le 6 juillet 2020), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25882#.XwPkgpNKjOO>; *Droits humains : Plusieurs organisations soupçonnent le directeur général ad intérim de la Police nationale d'Haïti, Rameau Normil, de « favoriser les oppresseurs, criminels et bourreaux »*, AlterPresse (le 20 juillet 2020), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25922#.X3H5aWhKiM->.

¹¹ *Haïti-Politique : Plusieurs militants politiques arrêtés, lors de la manifestation anti-gouvernementale du lundi 18 mai 2020*, AlterPresse, (le 19 mai 2020), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25656#.XsVXPghKiM8>.

¹² Jodherson Cadet, *Gonaïves : vent de panique suite à la mort d'un membre influent de l'opposition*, Le Nouvelliste (le 17 juin 2020), <https://lenouvelliste.com/article/217382/gonaives-vent-de-panique-suite-a-la-mort-dun-membre-influent-de-lopposition>.

¹³ Sandra Lemaire, *Killing of Port-au-Prince Bar Association Chief Roils Haiti*, VOA News (le 11 septembre 2020), <https://www.voanews.com/americas/killing-port-au-prince-bar-association-chief-roils-haiti>; *Frantz Adrien Bony, jeune animateur à radio Caraïbes, tué par balle*, Le Nouvelliste (le 28 août 2020), <https://lenouvelliste.com/article/220361/frantz-adrien-bony-jeune-nimateur-a-radio-caraibes-tue-par-balle>.

¹⁴ Associated Press Television News, *Clashes At Haiti Police Protest, Demos Continue* (le 8 juin 2020), <https://www.republicworld.com/world-news/rest-of-the-world-news/clashes-at-haiti-police-protest-demos-continue.html>.

¹⁵ *Journalists assaulted while covering COVID-19 measures in Haiti*, Committee to Protect Journalists (le 9 avril 2020), <https://cpj.org/2020/04/journalists-assaulted-while-covering-covid-19-meas.php>; *Haïti/Covid-19 :*

Traduction informelle

- En février 2020, la Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a écrit au gouvernement haïtien pour exprimer son inquiétude sur les attaques et une incendie criminelle à une station de radio.¹⁶

4) Certains de vos collègues ont-ils/elles été/e tué/e/s entre le 1 janvier 2019 et le 30 juin 2020 ?

Non.

5) Si oui, dans quel contexte le/les assassinat/s ont-ils eu lieu ? Y a-t-il eu des condamnations pour le/s assassinat/s?

S.O.

6) Avez-vous l'habitude de dénoncer les menaces de mort ? Si oui, où ?

Si, comme montre l'exemple de M. Gene, le BAI et l'IJDH rapportent les menaces et les attaques aux policiers locaux. Nous partageons aussi des informations avec les autres organisations de droits humains, les organes régionales et internationales de droits humains, les représentants gouvernementaux influent tel que l'ambassadrice américaine, et le public, afin de publiciser la menace et générer de l'attention publique et de la pression sur le gouvernement d'Haïti pour garantir la sécurité des défenseurs de droits humains. Par exemple, IJDH et le BAI ont cherché des mesures de précaution de la Commission Inter-Américaine des Droits Humains¹⁷ et ont demandé du soutien du gouvernement américain en assurant que les défenseurs de droits humains sont relâchés lors de la détention illégale, libérés du harcèlement par le gouvernement, et protégés des autres abus.¹⁸

7) Selon l'expérience de votre organisation, qu'est-ce qui a bien fonctionné pour répondre aux menaces de mort, et pour empêcher qu'elles ne dégénèrent en assassinat/s de défenseurs et défenseuses des droits humains?

Dans l'expérience de IJDH et du BAI, la surveillance publique, en plus que l'attention et la pression de la communauté internationale de droits humains, sont parmi peu de moyens par lesquels les défenseurs vulnérables de droits humains peuvent être protégés des menaces escalant aux maux véritables. (Voyez aussi la discussion dans la réponse N° 6, en dessus). Spécifiquement, la pression sur les officiels du gouvernement d'Haïti peut les forcer à offrir les protections importantes aux défenseurs de droits humains ou à arrêter du comportement

Des associations de médias et de journalistes exigent des sanctions contre les policiers agresseurs du journaliste Georges Emmanuel Allen, Alterpresse (April 30, 2020), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article25559#.X3XgYBSSmM9>.

¹⁶ *Haitian outlet Radio Télévision Caraïbes targeted with arson attack during police protest*, Comité pour la protection des journalistes (le 26 février 2020), <https://cpj.org/2020/02/haitian-radio-outlet-radio-television-caraibes-tar.php>.

¹⁷ Par exemple, les mesures de précaution ont été exaucés pour M. Mario Joseph, avocat-directeur du BAI, et deux autres avocats. IACHR, Lettre (le 19 octobre 2012), disponible à <http://www.ijdh.org/wp-content/uploads/2012/10/Cautionary-mesures-mario-joseph-REVISEDFrench.pdf>.

¹⁸ Par exemple, l'IJDH et le BAI ont travaillé en concert avec une coalition de partenaires pour demander des mesures similaires après les menaces contre avocat Patrice Florvilus, qui était ciblé pour son travail en tant que défenseur de droits humains. Voyez IJDH, the BAI et al., Letter to U.S. Ambassador to Haiti (le 25 septembre 2013), ci-jointe comme Pièce jointe N° 2.

nuisible et chercher de la comptabilité dans l'évènement des abus antérieurs. Pareillement, la connaissance par le public des menaces aux défenseurs haïtiens de droits humains peut servir à décourager des actions illégales qui pourrait avoir lieu dans l'absence de cette attention. Les actions formelles telles que l'accession des mesures de précaution par la Commission Inter-Américaine des Droits Humains peuvent être particulièrement effectives.